

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947

111 (30.9.1947)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
 GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations, Annonces légales	Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen, Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen, Amtliche Bekanntmachungen
---	---

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information,
 Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration | Leitung, Redaktion, Verwaltung
 Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.
 Annonces légales : 90 pfg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.
 Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.	
ORDONNANCE No 110 en date du 3 Septembre 1947, sur le paiement immédiat de certaines amendes entre les mains d'agents verbalisateurs . . .	1123
ORDONNANCE No 111 en date du 16 Septembre 1947, portant affectation à l'Office de la Radiodiffusion Sarroise des installations de radiodiffusion du Territoire de la Sarre	1124
Arrêté No 248 de l'Administrateur Général en date du 22 Sep- tembre 1947, portant application de l'Ordon- nance No 110 sur le paiement immédiat de certaines amendes entre les mains d'agents verbalisateurs	1125
ANNONCES LÉGALES	1126

INHALT

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne.	
VERORDNUNG Nr. 110 vom 3. September 1947 über die sofor- tige Bezahlung gewisser Geldstrafen zu Händen der ein Protokoll aufnehmenden Beamten . . .	1123
VERORDNUNG Nr. 111 vom 16. September 1947, betreffend Zu- weisung der Rundfunkeinrichtungen des Saar- landes an das saarländische Rundfunkamt . . .	1124
VERFUGUNG Nr. 248 des Administrateur Général vom 22. Sep- tember 1947 betreffend Durchführung der Ver- ordnung Nr. 110 über die sofortige Bezahlung gewisser Geldstrafen zu Händen der ein Proto- koll aufnehmenden Beamten	1125
AMTLICHE BEKANNTMACHUNGEN	1126

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 110

sur le paiement immédiat de certaines amendes entre
 les mains d'agents verbalisateurs

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,
 Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Comman-
 dement en Chef Français en Allemagne, modifié par le décret du 18
 Octobre 1945,
 Vu l'Ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en
 Allemagne maintenant en vigueur les ordonnances et règlements
 promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Inter-
 allié,
 Vu l'Ordonnance No 1 du Commandement Suprême Interallié sur
 les infractions,
 Vu l'Ordonnance No 56 du Commandant en Chef Français en
 Allemagne portant création du Tribunal Français en Zone Française
 d'Occupation en Allemagne,

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 110

über die sofortige Bezahlung gewisser Geldstrafen zu Händen
 der ein Protokoll aufnehmenden Beamten.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Be-
 zugnahme auf
 das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Com-
 mandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das
 Dekret vom 18. Oktober 1945,
 die Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Alle-
 magne über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême
 Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Vor-
 schriften,
 die Verordnung Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié
 über Zuwiderhandlungen,
 die Verordnung Nr. 56 des Commandant en Chef Français en
 Allemagne über Errichtung eines Tribunal Français im französischen
 Besatzungsgebiet in Deutschland,

Sur la proposition de l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,
Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ART. 1er. — Les infractions aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans la Zone Française d'Occupation dont la liste sera fixée par arrêté de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation, pourront donner lieu, sous certaines conditions au paiement immédiat d'une amende entre les mains de l'agent verbalisateur.

ART. 2. — Le paiement immédiat de l'amende est facultatif. Il a pour effet d'arrêter toute poursuite.

ART. 3. — Peuvent seuls procéder à l'encaissement immédiat de l'amende les agents habilités à la constatation des infractions susceptibles d'être sanctionnées par un paiement immédiat.

ART. 4. — Le versement opéré entre les mains de l'agent verbalisateur donne lieu, dans tous les cas, à la délivrance par cet agent, d'une quittance extraite d'un carnet à souche.

ART. 5. — L'agent verbalisateur rédige même en cas de paiement immédiat de l'amende, un procès verbal. Il fait signer la reconnaissance de l'infraction par son auteur et transmet le procès-verbal au Commissaire du Gouvernement près le Tribunal compétent ou le cas échéant au Général Commandant en Chef Français en Allemagne.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 3 Septembre 1947

Le Général d'Armée KOENIG,
Commandant en Chef Français en Allemagne,
P. KOENIG.

ORDONNANCE No 111

portant affectation à l'Office de la Radiodiffusion Sarroise des installations de radiodiffusion du Territoire de la Sarre.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 46 du 24 Juin 1946 portant création d'un Office de la Radiodiffusion Sarroise, ensemble l'arrêté d'application No 19 du Commandant en Chef de même date,

Vu l'ordonnance No 68 du 8 Octobre 1946, portant création d'une Commission Provisoire d'Administration du Territoire de la Sarre,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ART. 1er. — Les installations de radiodiffusion appartenant à la Poste Sarroise sont transférées, en pleine propriété, à l'Office de la Radiodiffusion Sarroise.

ART. 2. — Les conditions du transfert et notamment le montant de l'indemnité de cession seront fixés par la Commission Provisoire d'Administration du Territoire de la Sarre.

ART. 3. — Les biens de l'ancienne Reichspost, actuellement utilisés par la Radiodiffusion en Sarre, sont affectés à l'Office.

ART. 4. — Le produit de la taxe radiophonique sera intégralement versé à l'Office.

La perception de cette taxe continuera à être assurée par les Services compétents de la Poste Sarroise, à charge pour l'Office d'indemniser cette dernière des frais engagés à cet effet, sous forme d'une redevance mensuelle dont le montant sera calculé suivant un pourcentage du produit de la taxe, fixé par la Commission Provisoire d'Administration du Territoire de la Sarre.

auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique

folgende

Verordnung :

Artikel 1. Zuwiderhandlungen gegen die im französischen Besetzungsgebiet geltenden gesetzlichen und sonstigen Vorschriften, deren durch eine Verfügung des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation festgelegt wird, können unter gewissen Bedingungen Anlaß zu sofortiger Bezahlung einer Geldstrafe zu Händen des ein Protokoll hierüber aufnehmenden Beamten geben.

Artikel 2. Die sofortige Bezahlung der Geldstrafe ist freigestellt. Sie bewirkt die Einstellung jeder weiteren Strafverfolgung.

Artikel 3. Zur sofortigen Einziehung der Geldstrafe können nur solche Beamte schreiten, die zur Feststellung von Zuwiderhandlungen befugt sind, die durch eine sofortige Bezahlung gesühnt werden können.

Artikel 4. Die Zahlung zu Händen des ein Protokoll aufnehmenden Beamten hat in allen Fällen gegen Aushändigung einer Abreißquittung aus einem Stammheft durch den betreffenden Beamten zu erfolgen.

Artikel 5. Der ein Protokoll aufnehmende Beamte hat auch im Falle sofortiger Zahlung der Geldstrafe ein Protokoll aufzunehmen. Er läßt die Anerkennung der Zuwiderhandlung durch den Täter unterzeichnen und legt das Protokoll dem Commissaire du Gouvernement bei dem zuständigen Gericht oder gegebenenfalls dem Général Commandant en Chef Français en Allemagne vor.

Artikel 6. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet auszuführen.

BADEN-BADEN, den 3. September 1947.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

VERORDNUNG Nr. 111

über die Zuweisung der Rundfunkeinrichtungen des Saarlandes an das saarländische Rundfunkamt.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne vom 15. Juni 1945, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

die Verordnung Nr. 46 vom 24. Juni 1946 betreffend Errichtung eines Rundfunkamtes für das Saarland, zusammen mit der Durchführungsverfügung Nr. 19 des Commandant en Chef vom gleichen Tage,

die Verordnung Nr. 68 vom 8. Oktober 1946 über die Bildung einer vorläufigen Verwaltungskommission des Saarlandes,

auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation und nach Anhörung des Comité Juridique

folgende

Verordnung :

Artikel 1. Die Rundfunkeinrichtungen, die dem saarländischen Sender gehören, werden zu vollem Eigentum an das saarländische Rundfunkamt übertragen.

Artikel 2. Die Bedingungen des Eigentumsüberganges und insbesondere die Höhe der Abtretungsschädigung werden von der vorläufigen Verwaltungskommission des Saarlandes festgesetzt.

Artikel 3. Die der ehemaligen Reichspost gehörenden Gegenstände, die gegenwärtig vom Rundfunk im Saarland benützt werden, werden dem Rundfunkamt zugewiesen.

Artikel 4. Der Ertrag der Rundfunkgebühren ist restlos an das Rundfunkamt zu überweisen. Die Einziehung dieser Gebühren erfolgt weiterhin durch die zuständigen Stellen der saarländischen Post mit der Verpflichtung für das Rundfunkamt diese für die aus diesem Anlaß entstehenden Unkosten zu entschädigen und zwar in Form eines bestimmten Monatssatzes, dessen Höhe nach einem Prozentsatz des Gebührenertrages zu berechnen ist, der von der vorläufigen Verwaltungskommission des Saarlandes festgesetzt wird.

ART. 5. — Pour assurer l'entretien et l'exploitation des installations visées aux articles précédents, le déparasitage et la détection des récepteurs clandestins, l'Office disposera du personnel de la Poste Sarroise actuellement préposé à ces fonctions.

Ce personnel, détaché auprès de l'Office à charge pour ce dernier de rembourser à la Poste Sarroise tous frais de traitements et indemnités y afférent, jouira, dans l'exercice de ses fonctions, des pouvoirs légaux ou réglementaires autorisant les agents de Postes à effectuer des perquisitions domiciliaires en vue de la détection des récepteurs clandestins.

ART. 6. — La présente Ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 16 Septembre 1947.

Le Général d'Armée KOENIG,
Commandant en Chef Français en Allemagne,
P. KOENIG.

Artikel 5. Um die Unterhaltung und Verwertung der in den vorhergehenden Artikeln erwähnten Einrichtungen, die Entstörung und die Auffindung von nicht angemeldeten Rundfunkgeräten sicherzustellen, steht dem Rundfunkamt das Personal der saarländischen Post zur Verfügung, das gegenwärtig mit diesen Aufgaben betraut ist. Dieses Personal, das zum Rundfunkamt abgestellt wird, mit der Verpflichtung für Letzteres, der saarländischen Post alle hierauf entfallenden Unkosten für Gehälter und Entschädigungen zurückzuerstatten, besitzt bei Erledigung seiner Aufgaben die ihm auf Grund von Gesetzen oder Verordnungen zustehenden Befugnisse, die es den Postbeamten erlauben, Haussuchungen zur Feststellung von nicht angemeldeten Rundfunkgeräten (Schwarzhörgergeräten) vorzunehmen.

Artikel 6. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet auszuführen.

BADEN-BADEN, den 16. September 1947.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

ARRÊTÉS (Verfügungen)

ARRÊTÉ No 248

de l'Administrateur Général portant application de l'Ordonnance No 110 sur le paiement immédiat de certaines amendes entre les mains d'agents verbalisateurs.

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'Ordonnance No 110 en date du 3 Septembre 1947 sur le paiement immédiat de certaines amendes entre les mains d'agents verbalisateurs,

Sur la proposition du Directeur Général de la Justice,
Le Comité Juridique entendu,

ARRÊTE:

ART. 1. — Pourront donner lieu dans les conditions posées par les articles 2 et suivants de l'Ordonnance No 110 au paiement immédiat d'une amende entre les mains d'agents verbalisateurs et sans confusion possible en cas de pluralité d'infractions, les infractions énumérées ci-après :

1. — Circulation pendant le couvre-feu, infraction prévue par l'article II, § 22 de l'Ordonnance No 1 du Commandement Suprême Interallié,

2. — Défaut de port de Carte d'Identité valable, infraction prévue par l'article II, § 25 de l'Ordonnance No 1 du Commandement Suprême Interallié,

3. — Défaut de laissez-passer interzone, infraction prévue par l'article II, § 21 de l'Ordonnance No 1 du Commandement Suprême Interallié.

ART. 2. — Le montant de l'amende immédiatement payable sera :

- de 25 RM pour le défaut de port de carte d'identité valable
- de 50 RM pour la circulation pendant le couvre-feu
- de 75 RM pour le défaut de laissez-passer interzone.

ART. 3. — Le Directeur Général de la Justice et le Général Commandant les Forces de Gendarmerie d'Occupation sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne

BADEN-BADEN, le 22 Septembre 1947

L'Administrateur Général
E. LAFFON

VERFUGUNG Nr. 248

betreffend die Durchführung der Verordnung Nr. 110 über die sofortige Bezahlung gewisser Geldstrafen zu Händen der ein Protokoll aufnehmenden Beamten.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt unter Bezugnahme auf

das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

die Verordnung Nr. 110 vom 3. September 1947 über die sofortige Bezahlung gewisser Geldstrafen zu Händen der ein Protokoll aufnehmenden Beamten auf Vorschlag des Directeur Général de la Justice und nach Anhörung des Comité Juridique

folgende

Verfügung:

Artikel 1. Die nachstehend aufgeführten Zuwiderhandlungen können Anlaß geben zu sofortiger Bezahlung einer Geldstrafe zu Händen der ein Protokoll aufnehmenden Beamten, sofern die Voraussetzungen des Artikels 2 ff. der Verordnung Nr. 110 vorliegen und keine Unklarheit entstehen kann im Falle des Vorliegens mehrerer Zuwiderhandlungen.

1. Verkehr während des Ausgehverbots, Zuwiderhandlung nach Artikel II, Paragraph 22 der Verordnung Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié,
2. Nichtbesitz einer gültigen Ausweiskarte, Zuwiderhandlung nach Artikel II, Paragraph 25 der Verordnung Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié,
3. Nichtbesitz eines Interzonenpassierscheines, Zuwiderhandlung nach Artikel II, Paragraph 21 der Verordnung Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié.

Artikel 2. Die Höhe der sofort zu zahlenden Geldstrafen beträgt:

- 25 RM für Nichtbesitz einer gültigen Ausweiskarte,
- 50 RM für Verkehr während des Ausgehverbotes,
- 75 RM für Nichtbesitz eines Interzonenpassierscheines.

Artikel 3. Der Directeur Général de la Justice und der Général Commandant les Forces de Gendarmerie d'Occupation werden jeder für seinen Dienstbereich mit der Durchführung dieser Verfügung, die im Amtsblatt des Commandement en Chef Français en Allemagne zu veröffentlichen ist, beauftragt.

BADEN-BADEN, den 22. September 1947.

Der Administrateur Général
E. LAFFON

Amtliche Bekannmachungen

Genossenschaftsregister

Genossenschaftsregister Ludwigshafen a. Rh.
Bd. IV/19.

Konsumgenossenschaft Ludwigshafen a. Rh., eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht, Sitz Ludwigshafen a. Rh. Gegenstand des Unternehmens ist: der Einkauf und Verkauf von Bedarfsgütern aller Art im Großen und die Abgabe an die Genossen im Kleinen zu günstigen Preisen gegen Barzahlung. Die Herstellung und Bearbeitung von Bedarfsgütern in eigenen Betrieben. Die Annahme, Verwaltung und Wiederanlage von Spareinlagen gemäß der Sparordnung. Die Vermietung von Wohnungen aus eigenem Grundbesitz. Die Vermittlung von Versicherungen. Auch können Lieferantenverträge mit Gewerbetreibenden geschlossen werden. Das Statut ist am 8. Juni 1947 errichtet. Die Dauer der Genossenschaft ist unbeschränkt.

Ludwigshafen a. Rh., den 27. 8. 1947. (2044 B
Amtsgericht — Registergericht.

Genossenschaftsregister:

Gn.-Reg. III/120. — 9. August 1947. Einsatzgenossenschaft des Malerhandwerks e. G. m. b. H. in Worms: Die Genossenschaft ist durch Beschluß der Generalversammlung vom 30. Mai 1947 aufgelöst. Zu Liquidatoren sind die Malermeister Philipp Haas und Josef Wiegand in Worms bestellt.

Gn.-Reg. III/121. — 11. August 1947. (Neueintragung) Konsumgenossenschaft Worms, eingetragene Genossenschaft mit beschränkter Haftpflicht in Worms. Das Statut ist am 15. Juni 1947 errichtet. Die Genossenschaft fördert mittels gemeinschaftlichen Geschäftsbetriebes die Wirtschaft ihrer Mitglieder, ohne dabei — abgesehen von angemessenen Rücklagen — selbst Gewinne erzielen zu wollen. Sie erstreckt ihre Tätigkeit auf: a) den Einkauf und Verkauf von Bedarfsgütern aller Art zu günstigen Preisen gegen Barzahlung, b) die Herstellung und Bearbeitung von Bedarfsgütern in eigenen Betrieben, c) die Annahme, Verwaltung und Wiederanlage von Spareinlagen gemäß der Sparordnung, d) die Vermietung von Wohnungen aus eigenem Grundbesitz, e) die Vermittlung von Versicherungen. Auch können Lieferantenverträge mit Gewerbetreibenden geschlossen werden. (2131)

Handelsregister

Amtsgericht — Registergericht
Ludwigshafen a. Rh.

1. Neueintragungen:

Für Angaben in () keine Gewähr.

HR. Ludwigshafen a. Rh. B 12/154. Baustoffindustrie-Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Ludwigshafen am Rhein. Gegenstand des Unternehmens ist Verwertung von Trümmerschutt, die Herstellung von Baustoffen, insbesondere die Fabrikation von Bausteinen und Zuschlagstoffen aus Kunst- und Natursteinen aller Art, sowie die Ausführung von Fliesen- und Säureschutzarbeiten. Gegenstand des Unternehmens ist auch der Handel mit Baustoffen und allen sonstigen in das Fach einschlägigen Waren. Die Gesellschaft ist befugt, Zweigniederlassungen zu errichten, sich an gleichartigen oder ähnlichen Unternehmungen mittelbar oder unmittelbar zu beteiligen, diese zu erwerben oder Interessengemeinschaften mit ihnen einzugehen. Das Stammkapital beträgt 20 000.— Reichsmark. Geschäftsführer sind: Frau Else Grab geb. Renner, Witwe des Kommerzienrats Carl Grab in Mannheim, Carl-Horst Brune, Kaufmann in Mannheim, Franz Sitter, techn. Kaufmann in Ludwigshafen-Oggersheim, Richard Weber, Kaufmann in Altrip. Der Gesellschaftsvertrag ist am 4. September 1946 errichtet. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so sind sie in der Weise zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt, daß je zwei Geschäftsführer gemeinsam oder ein Geschäftsführer gemeinsam mit einem Proku-

risten die Gesellschaft vertreten und die Firma zeichnen. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im Deutschen Reichsanzeiger oder in dem an dessen Stelle getretenen Veröffentlichungsorgan. Zur Zeit sind diese die „Amtlichen Mitteilungen“ des Oberregierungspräsidiums Hessen-Pfalz.

HR. Speyer B 5/41. Sunlicht-Gesellschaft Aktiengesellschaft, Zweigniederlassung Speyer in Speyer, Hauptsitz Hamburg. Gegenstand des Unternehmens ist Herstellung und Vertrieb von Seifen, Wasch- und Bleichmitteln, Parfümerien, Mitteln zur Körper- und Schönheitspflege, Glycerin, chemischen Erzeugnissen, Putz- und Poliermitteln, Kerzen, Firnissen, Lacken, Beizen, Bohnerwachs, Appretur und Gerbmitteln, Harzen, * Klebstoffen, Wische, Fleckentfernungsmitteln, Rostschutzmitteln, von Erzeugnissen zur Ernährung von Menschen und Tieren und anderen Erzeugnissen, welche sich mit der Zubereitung der Rohstoffe und Abfälle dieser Erzeugnisse vereinen lassen. Die Gesellschaft kann alle gefälligen Maßnahmen vornehmen, welche zur Förderung des Gesellschaftszweckes geeignet erscheinen. Das Grundkapital beträgt 7 830 000.— Reichsmark. Vorstandsmitglieder sind: Diplom-Ingenieur Heinrich Sauer-Schmidt, Hamburg und Erich Moeves, Kaufmann, Hamburg. Der Gesellschaftsvertrag ist am 31. Oktober 1916 festgestellt und am 20. November und 22. Dezember 1920, 18. Oktober 1920, 7. Januar 1922, 21. Dezember 1923, 9. Dezember 1924, 7. Dezember 1928, 14. Juli 1930, 13. Januar 1931, 7. Oktober 1932, 22. Dezember 1932, 28. März 1938 und 1. Dezember 1945 geändert worden. Die Gesellschaft wird durch mindestens zwei Vorstandsmitglieder gemeinschaftlich oder durch ein Vorstandsmitglied in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten. Prokuristen sind: Heinrich Hauser, Berlin; Friedrich Wilhelm Kühn, Berlin; Valentin Brand, Mannheim; August Houy, Berlin; Ernst Dobmann, Berlin; Helaz Hömmel, Hamburg; Hans Hausmann, Berlin; Wilhelm Liefelth, Hamburg; Wilhelm Seiler, Hamburg. Jeder von ihnen ist in Gemeinschaft mit einem Vorstandsmitglied vertretungsberechtigt.

HR. Grünstadt B II/15. Pfälzische Weinhandels-Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Grünstadt. Gegenstand des Unternehmens ist Großhandel mit Wein und Spirituosen, Ein- und Ausfuhr ausländischer Weine und Spirituosen, Errichtung bzw. Erwerb eines Brennerel- und Destillationsbetriebes. Die Gesellschaft schließt die Errichtung aller erforderlichen Betriebsanlagen in sich. Der Gesellschaftsvertrag ist am 17. Januar 1947 errichtet. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich oder durch einen Geschäftsführer gemeinsam mit einem Prokuristen vertreten. Das Stammkapital beträgt 100 000.— Reichsmark. Geschäftsführer ist Hermann Oskar Vogt, Kaufmann in Ruppertsberg. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen in dem jeweiligen Amtsblatt des Oberregierungspräsidiums der Provinz Pfalz.

HR. Bad Dürkheim B 3/24. Druckereigesellschaft Stark & Co., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Bad Dürkheim. Gegenstand des Unternehmens ist die Herstellung von Drucksachen aller Art, sowie die Vornahme von Geschäften, die damit zusammenhängen, also auch der Erwerb und die Pachtung von Unternehmen ähnlicher Art und von Beteiligungen an solchen. Der Gesellschaftsvertrag ist am 10. Januar 1947 errichtet. Das Stammkapital beträgt 20 000.— Reichsmark. Geschäftsführer ist Otto Stark, Druckereifachmann in Bad Dürkheim. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen in dem jeweiligen Amtsblatt des Oberregierungspräsidiums der Provinz Pfalz.

HR. Bad Dürkheim B II/25. Max Werth, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Bad Dürkheim. Gegenstand des Unternehmens ist der Vertrieb chemischer und technischer Artikel jeder Art. Die Firma kann gleichartige und ähnliche Unternehmen erwerben, sich an solchen beteiligen, deren Vertretung übernehmen, Zweigniederlassungen errichten sowie an allen dem Gesellschaftszweck irgendwie dien-

lichen oder förderlichen Geschäften direkt oder indirekt Beteiligung eingehen. Das Stammkapital beträgt 50 000.— Reichsmark. Der Gesellschaftsvertrag ist am 8. Januar 1946 errichtet und am 13. Februar 1947 geändert. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Sie wird gesetzlich vertreten: 1. wenn mehrere Geschäftsführer vorhanden sind, entweder a) durch einen Geschäftsführer, wenn diesem die Befugnis alleiniger Vertretung durch die Gesellschafterversammlung ausdrücklich beigelegt ist, oder b) durch zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich, oder c) durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen, 2. wenn nur ein Geschäftsführer vorhanden ist, durch diesen. Als Geschäftsführer ist bestellt Max Werth, Kaufmann in Bad Dürkheim. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Der Gesellschafter Max Werth, Kaufmann in Bad Dürkheim, bringt zur Deckung seiner Stammeinlage von 10 000.— Reichsmark, als Sacheinlage sein bisher unter der Firma „Max Werth“ betriebenes Geschäft mit allen Aktiven und Passiven nach dem Stand der Bilanz vom 31. 12. 1945 in die Gesellschaft ein. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen durch das an die Stelle des früheren Deutschen Reichsanzeigers getretenen Veröffentlichungsorgan, gegenwärtig: also die „Amtlichen Mitteilungen“ des Oberpräsidiums Hessen-Pfalz.

HR. Bad Dürkheim B 3/26. Hermann Groh, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Weisenheim am Sand. Gegenstand des Unternehmens ist der Handel mit Gartenbauartikeln, Holz- und Baustoffen und ähnlichen Waren, sowie die Vornahme aller damit zusammenhängenden Geschäfte. Der Gesellschaftsvertrag ist am 28. August 1946 errichtet. Das Stammkapital beträgt 40 000.— Reichsmark. Geschäftsführer ist Hermann Groh, Kaufmann in Weisenheim am Sand. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im jeweiligen Amtsblatt des Oberregierungspräsidiums Hessen-Pfalz.

HR. Bad Dürkheim B 2/27. Dreika, Großhandlung für Krankenhausbedarf, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Bad Dürkheim. Gegenstand des Unternehmens ist der Großhandel mit Krankenhausbedarf, insbesondere mit Überwärmungsbadeanlagen und den erforderlichen Zubehörartikeln. Die Gesellschaft ist befugt, Zweigniederlassungen zu errichten, sich an gleichartigen oder ähnlichen Unternehmungen mittelbar oder unmittelbar zu beteiligen, diese zu erwerben oder Interessengemeinschaften mit ihnen einzugehen. Der Gesellschaftsvertrag ist am 19. März 1947 errichtet. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so sind sie in der Weise zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt, daß je zwei Geschäftsführer zusammen oder ein Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen die Gesellschaft vertreten und die Firma zeichnen, selbst wenn weitere Geschäftsführer bestellt sind. Das Stammkapital beträgt 20 000.— Reichsmark. Geschäftsführer ist Dr. phil. h. c. Alfred Kasper. Er ist berechtigt, allein die Gesellschaft zu vertreten und die Firma zu zeichnen. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen in den Amtlichen Mitteilungen des Oberregierungspräsidiums Pfalz in Neustadt a. d. Haardt.

HR. Ludwigshafen am Rhein B XII/155. Heinrich Weber & Co., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Ludwigshafen am Rhein. Gegenstand des Unternehmens ist das Betreiben einer Handelsagentur und Kommissionsgeschäftes mit chemischen und kosmetischen Artikeln. Die Gesellschaft kann sich an ähnlichen Unternehmungen beteiligen und deren Vertretung übernehmen, sowie Zweigniederlassungen errichten. Das Stammkapital beträgt 20 000.— Reichsmark. Der Gesellschaftsvertrag ist am 18. April 1947 errichtet. Jeder der Geschäftsführer ist allein zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt. Geschäftsführer sind: Heinrich Weber, Kaufmann in Ludwigshafen am Rhein und Berta Weber geb. Fuchs, Ehefrau von Heinrich, in Ludwigshafen am Rhein. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im Mitteilungsorgan des zuständigen Registergerichts.

HR. Ludwigshafen am Rhein B XII/156. Kurpfälzer Baubedarf-Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Ludwigshafen am Rhein. Gegenstand des Unternehmens ist An- und Verkauf von Baustoffen und Bauzubehör aller Art. Daneben kann die Gesellschaft Grundstücke oder gewerbliche Anlagen erwerben oder sich an solchen beteiligen. Das Stammkapital beträgt 23 000.— Reichsmark. Der Gesellschaftsvertrag ist am 26. Juni 1936 errichtet und geändert am 10. April 1940 und 13. März 1943. Durch Beschluß der Gesellschafterversammlung vom 23. April 1947 wurde das Stammkapital von 20 000.— Reichsmark um 3 000.— Reichsmark auf 23 000.— Reichsmark erhöht und der Sitz der Gesellschaft von Mannheim nach Ludwigshafen am Rhein verlegt. Der Gesellschaftsvertrag wurde in § 2 und § 5 entsprechend geändert. Sind mehrere Gesellschafter bestellt, so wird die Gesellschaft vertreten durch zwei Geschäftsführer gemeinsam oder durch einen Geschäftsführer mit einem Prokuristen. Geschäftsführer ist Paul Deckert, Kaufmann in Mannheim.

HR. Neustadt a. d. Haardt B VI/77. Erö-Nährmittelfabrik Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Gimmeldingen. Gegenstand des Unternehmens ist die Fabrikation von Nährmitteln. Die Gesellschaft ist berechtigt, sich an gleichartigen oder ähnlichen Unternehmungen zu beteiligen, solche zu erwerben, sowie Zweigniederlassungen zu errichten. Das Stammkapital beträgt 30 000.— Reichsmark. Der Gesellschaftsvertrag ist am 22. Juli 1947 errichtet. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch zwei Geschäftsführer oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten. Geschäftsführer sind: Ernst Roth, Kaufmann in Neustadt a. d. Hdt., und Fritz Ditsch, Kaufmann in Gimmeldingen. Der Geschäftsführer Ernst Roth ist allein zur Vertretung der Firma berechtigt. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen in den für die Veröffentlichungen aus dem Handelsregister bestimmten Blättern, zur Zeit in den Amtlichen Mitteilungen der Provinzialregierung Pfalz.

HR. Neustadt a. d. Haardt B VI/78. C. Rheinwald, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz Neustadt a. d. Haardt. Gegenstand des Unternehmens ist die Fabrikation von und der Handel mit Industriewatten, Verbandswatten und Verbandsartikeln jeder Art, ferner mit Polsterwolle, Reiß-Spinnstoffen und verwandten Produkten, insbesondere die Fortführung des Handels- und Fabrikationsbetriebes der bisher unter der Firma C. Rheinwald in Neustadt an der Haardt bestehenden Kommanditgesellschaft. Das Stammkapital beträgt 40 000.— Reichsmark. Der Gesellschaftsvertrag ist am 2. Juli 1946 errichtet und am 31. Oktober 1946 geändert. Die Gesellschaft hat einen oder zwei Geschäftsführer. Als Geschäftsführer ist bestellt: Johannes Lönnendonker, Kaufmann in Hül's b. Krefeld. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Die Gesellschafter Bruno und Werner Maurenbrecher leisten ihre Stammeinlage dadurch, daß sie das bisher von ihnen als Kommanditgesellschaft unter der Firma „C. Rheinwald“ in Neustadt an der Haardt betriebene Fabrikations- und Handelsgeschäft seinem ganzen Umfang nach, mit allen Aktiven und Passiven und mit dem Recht zur Fortführung der alten Firma in die Gesellschaft mit beschränkter Haftung einbringen. Das Einbringen geschieht auf Grund der zum 30. Juni 1946 errichteten Bilanz aus der hervorgeht, daß das Kapitalkonto des bisherigen persönlich haftenden Gesellschafters Bruno Maurenbrecher 20 000.— Reichsmark und die Kommanditeinlage des bisherigen Kommanditisten Werner Maurenbrecher ebenfalls 20 000.— Reichsmark beträgt. Die Geschäfte der Kommanditgesellschaft „C. Rheinwald“ gelten ab 1. Juli 1946 als für Rechnung der gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung geführt. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur durch den Reichsanzeiger bzw. durch dasjenige Blatt, welches durch Gesetz oder Verordnung an die Stelle des Deutschen Reichsanzeigers tritt.

HR. Ludwigshafen a. Rh. A VI/760: Ertmer'scher Maschinen- und Stahlbau. Oswald Markwardt & Co., Kommanditgesellschaft in Ludwigshafen am Rhein. Persönlich haftender Gesellschafter ist Oswald Markwardt, Kaufmann in Ladenburg. Kommanditgesellschaft seit 1. Januar 1946. Kommanditisten sind: 1. Hermann Molk, Kaufmann in Ludwigshafen am Rhein, mit einer

Einlage von 25 000.— Reichsmark, 2. Frau Erna Maria Ertmer, Witwe in Heidelberg bei Bruchsal, mit einer Einlage von 25 000.— Reichsmark. Dem Kommanditisten Hermann Molk, Kaufmann in Ludwigshafen am Rhein, ist Einzelprokura erteilt. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Gegenstand des Unternehmens ist der Bau von Maschinen und Apparaten, vornehmlich Bau- und Transportmaschinen und Geräten, Eisenhoch- und Brückenbau, Behälterbau, sowie deren Vertrieb und Ein- und Verkauf der genannten Erzeugnisse. Die Geschäftsräume befinden sich in Ludwigshafen am Rhein, Frankenthaler Straße 202.

HR. Ludwigshafen a. Rh. A VI/761. Fuß & Co., Kies — Baustoffe — Betonwaren, in Ludwigshafen am Rhein. Offene Handelsgesellschaft seit 1. April 1946. Persönlich haftende Gesellschafter sind: Frau Lydia Fuß, Geschäftsführerin in Wachenheim, Franz Willi Fuß, Ingenieur in Wachenheim, Hans Fleig, Kaufmann in Ludwigshafen am Rhein. Zur Vertretung der Gesellschaft ist Frau Lydia Fuß allein, die Gesellschafter Willi Fuß und Hans Fleig in Gemeinschaft berechtigt.

HR. Ludwigshafen am Rhein A VI/762. Johann Stark in Ludwigshafen am Rhein, Inhaber Johann Stark, Kaufmann in Ludwigshafen am Rhein. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Geschäftszweig der Firma ist Großhandel mit Fischen und Fischprodukten. Die Geschäftsräume befinden sich in Ludwigshafen am Rhein, Haardter Straße 11.

HR. Grünstadt A II/129. Wurtzler & Co. in Kleinkarlbach. Offene Handelsgesellschaft seit 1. Januar 1947. Persönlich haftende Gesellschafter sind: Heinrich Töllner, Ingenieur in Kirchheimbolanden, und Gerda Wurtzler, Geschäftsführerin in Kleinkarlbach. Zur Vertretung der Gesellschaft ist jeder Gesellschafter ermächtigt. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Zweck der Gesellschaft ist Handlung mit Eisenwaren, Haus- und Küchengeräten, Werkzeugen und Maschinen, Galanterie- und Spielwaren sowie elektrotechnischen Bedarfsartikeln. Die Geschäftsräume befinden sich in Kleinkarlbach, Hauptstraße Nr. 8/9.

HR. Frankenthal A 2/239. Buchdruckerei L. Beller, Inh. Hans Bäcker, in Frankenthal. Inhaber ist Hans Bäcker, Buchdruckereibesitzer in Frankenthal. Das bisher im Handelsregister nicht eingetragene Geschäft wurde von der Witwe des am 10. Oktober 1944 verstorbenen Inhabers L. Beller mit Firmenfortführungsrecht erworben.

HR. Frankenthal A 2/238. Karl Th. A. Mayer, Betonwaren und Tiefbau in Frankenthal. Inhaber Karl Theodor Alois Mayer, Bauleiter in Frankenthal. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Geschäftszweig der Firma ist die Fabrikation von und der Handel mit Betonwaren und Baumaterialien, sowie das Betreiben eines Tiefbaugeschäftes.

2. Veränderungen:

HR. Neustadt a. d. Haardt B IV/34. Hoffmann & Engelmann, Aktiengesellschaft in Neustadt an der Haardt. Hoffmann Theodor und Fritz Höfler sind nicht mehr Vorstandsmitglieder.

HR. Ludwigshafen am Rhein B XI/21. Ludwigshafener Kohlegeschäft Bögler & Co., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, in Ludwigshafen am Rhein. Hermann Kersting ist als Geschäftsführer abberufen; seine Vertretungsbefugnis ist erloschen. Carl-Heinz Dehne, Dipl.-Kaufmann in Karlsruhe, ist zum weiteren Geschäftsführer bestellt.

HR. Ludwigshafen am Rhein B XI/8. Rhonania-Schiffahrts- und Speditionsgesellschaft mit beschränkter Haftung in Ludwigshafen a. Rh., Hauptniederlassung Mannheim. Max Fricker ist nicht mehr Geschäftsführer. Zu Geschäftsführern wurden bestellt: Dr. Hugo Burmester in Duisburg, Karl Wolff in Mannheim und Heinrich Lauer in Mannheim. Rudolf Hartmann in Mannheim hat derart Gesamtprokura, daß er in Gemeinschaft mit einem Geschäftsführer oder mit einem anderen Prokuristen vertretungsberechtigt ist.

HR. Ludwigshafen am Rhein A IV/147. M. Stromeyer, Lagerhausgesellschaft, Zweigniederlassung Ludwigshafen a. Rh. in Ludwigshafen am Rhein. Die Prokuren von Richard Müller und Hermann Schlang sind erloschen.

HR. Neustadt a. d. Haardt B VI/40. Wayß & Freytag, Aktiengesellschaft, Niederlassung Neustadt. Dr. jur. Karl Freytag, Pullach über München, ist zum Vorstandsmitglied bestellt.

HR. Ludwigshafen a. Rh. B XI/28. Kraftverkehr Bayern, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Geschäftsstelle Ludwigshafen in Ludwigshafen am Rhein. Eugen Recknagel und Max Dobban sind nicht mehr Geschäftsführer. Die Prokura für Hans Daschner ist erloschen.

HR. Ludwigshafen a. Rh. B XI/34. Pfälzische Malzfabrik A.-G. Ludwigshafen a. Rh., Hauptsitz Mannheim. Viktor Richter, Eugen Eicher und Jean Knaus sind als Vorstandsmitglieder ausgeschieden. Jakob Bernatz in Iggelheim/Pfalz ist zum ordentlichen Vorstandsmitglied bestellt.

HR. Ludwigshafen am Rhein B XI/91. Gesellschaft für Teerstraßenbau mit beschränkter Haftung in Ludwigshafen am Rhein. Direktor Ernst Kruse ist nicht mehr Geschäftsführer. Hans Söhngen, Dipl.-Kaufmann in Essen, ist zum Geschäftsführer und Dipl.-Ing. Dr. Ernst Herion in Essen ist zum stellvertretenden Geschäftsführer bestellt. Die Prokura von Dr.-Ing. Ernst Herion ist erloschen. Dem Günther Kaus in Essen ist Gesamtprokura in der Weise erteilt, daß er berechtigt ist, die Gesellschaft mit einem Geschäftsführer oder einem anderen Prokuristen zu vertreten.

HR. Speyer B V/41. Sunlicht-Gesellschaft, Akt.-Gesellschaft, Zweigniederlassung Speyer. Die an Heinz Hammel erteilte Prokura ist erloschen. Dem Walter Gaubatz in Hamburg ist Prokura erteilt. Er ist berechtigt, die Firma zusammen mit einem Vorstandsmitglied zu vertreten.

HR. Neustadt a. d. Hdt. A III/231. August Hofmeister in Haardt. Albert Hofmeister, Weinhändler in Konstanz ist in das Geschäft als persönlich haftender Gesellschafter eingetreten. Offene Handelsgesellschaft seit 1. Juli 1946. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Der Geschäftszweig der Gesellschaft ist Weinbau und Weinhandel.

HR. Frankenthal A II/91. Brodesser, Baugeschäft in Frankenthal. Die Prokuren von Christoph Finke und Hans Keller sind erloschen.

HR. Neustadt a. d. Hdt. A IV/443. Adam Sauer, Spedition in Neustadt a. d. Haardt. Hans Busch, Kaufmann in Neustadt a. d. Haardt, ist als persönlich haftender Gesellschafter in die Firma eingetreten. Offene Handelsgesellschaft seit 1. Januar 1946.

HR. Ludwigshafen a. Rh. A IV/196. Pfalzgußwerke Ludwigshafen a. Rh. Inh. Friedel Mock in Ludwigshafen am Rhein. Das Geschäft ist mit Firmenführungsrecht unter Ausschluß der Verbindlichkeiten auf Walter Mock, Betriebsleiter in Neustadt a. d. Hdt. übergegangen. Die Firma lautet jetzt: Pfalzgußwerk Ludwigshafen a. Rh., Inh. Walter Mock.

HR. Ludwigshafen a. Rh. A V/373. Paul Schweitzer, Ludwigshafen a. Rh. Frau Elisabeth Franziska Eckrich, Kontoristin in Ludwigshafen a. Rh. ist nicht mehr Betriebsverwalterin. Die Vermögenskontrolle ist aufgehoben. Die Prokura des Friedrich Ludwig Bernhardt, techn. Kaufmann in Ludwigshafen a. Rh. ist erloschen.

HR. Ludwigshafen a. Rh. A IV/23. Formsandwerke Ludwigshafen a. Rh. A. Würmell u. Co. in Ludwigshafen a. Rh. Der Gesellschafter Alfred Würmell, Kaufmann in Ludwigshafen a. Rh. ist am 31. 12. 1945 aus der Gesellschaft ausgeschieden. Der bisherige Kommanditist Wilhelm Würmell führt das Geschäft unter unveränderter Firma und Uebernahme der Aktiven und Passiven als Alleininhaber weiter.

HR. Ludwigshafen a. Rh. A IV/114. August Lauterborn, Buchdruckerei und Buchhandlung in Ludwigshafen a. Rh. Die Prokura des Kaufmanns Albert Nüchter in Ludwigshafen a. Rh. ist erloschen.

HR. Ludwigshafen a. Rh. Möbelhaus Luise Schäfer in Ludwigshafen a. Rh. Die Firmeninhaberin führt nunmehr den Familiennamen Schäfer.

HR Fränkenthal A II/113. Richard Bell, Landesproduktengroßhandlung in Fränkenthal-Flomersheim. Der Kaufmann Eugen Bell in Fränkenthal-Flomersheim ist in das Geschäft als persönlich haftender Gesellschafter eingetreten. Offene Handelsgesellschaft seit 1. Januar 1945. Als nicht eingetragen wird noch veröffentlicht: Zweck der Gesellschaft ist der Großhandel mit Mehl, Futter- und Düngemitteln sowie Landesprodukten aller Art.

HR Neustadt a. d. Haardt A III/1. Otto Köhler in Neustadt a. d. Haardt, Kommanditgesellschaft seit 1. Januar 1947. Zwei Kommanditisten sind in die Gesellschaft eingetreten. Die Firma ist geändert in: Otto Köhler, Holzgroßhandel und Parkettgeschäft, Kommanditgesellschaft. Frau Anni Konrad geb. Köhler in Neustadt a. d. Hdt. ist Einzelprokura erteilt.

HR Neustadt a. d. Haardt A IV/300. Baubetrieb und Ingenieurbüro Ludwig Gerhard in Neustadt a. d. Hdt. Ludwig Gerhard, Student in Neustadt a. d. Hdt. ist als persönlich haftender Gesellschafter in das Geschäft eingetreten. Offene Handelsgesellschaft seit 1. Juli 1945.

HR Neustadt a. d. Haardt A IV/442. Georg Wiedmeier in Hambach, Kommanditgesellschaft seit 1. Januar 1946. 5 Kommanditisten sind in die Gesellschaft eingetreten. Die Firma ist geändert in: Georg Wiedmeier, Weingroßhandlung, Kommanditgesellschaft.

HR Bad Dürkheim A II/101. Daniel Frank, Weinkommission in Bad Dürkheim. Willi Frank und Konrad Frank, beide Kaufleute in Bad Dürkheim, sind in das Geschäft als persönlich haftende Gesellschafter eingetreten. Offene Handelsgesellschaft seit 1. Januar 1947.

3. Löschungen.

HR Speyer B V/38. Gunkel, Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Speyer. Durch Gesellschafterbeschluss vom 12. November 1945 ist der Sitz der Gesellschaft von Speyer nach Hamburg verlegt worden. § 1 Abs. 1 des Gesellschaftsvertrags ist entsprechend geändert. Die Firma ist gelöscht.

HR Bad Dürkheim A II/177. Fa. Gumbinger u. Co. in Freinsheim. Die Gesellschaft ist aufgelöst. Es sind weder Aktive noch Passive vorhanden. Die Firma ist erloschen.

HR Neustadt a. d. Haardt A IV/328. C. Rheinwald in Neustadt a. d. Hdt. Die Kommanditgesellschaft ist auf die neuerrichtete „C. Rheinwald, Gesellschaft mit beschränkter Haftung“ übergegangen. Die Firma ist erloschen. (2044 A)

Neueintragungen

Handelsregister A:

HR. A. III/279 „Osth.“ — 21. Juni 1947. Firma: August Scriba, Haushaltwaren, Werkzeuge, Industriebedarf, Glas, Porzellan in Osthofen. Geschäftsinhaber ist der Kaufmann Karl Pingel in Osthofen.

HR. A. X/1869. — 10. Juli 1947. Firma: Feuerfest-Großhandel „Thermoton“ in Worms. Geschäftsinhaber ist der Fabrikant Hans Schmitt in Offstein, Kreis Worms.

HR. A. X/1870. — 22. Juli 1947. Firma: Mayer & Hofmann in Worms. Persönlich haftende Gesellschafter sind: 1. Robert Mayer, Kaufmann in Worms-Pfiffilgheim, 2. Franz Hofmann, Schlossermeister in Worms. Die offene Handelsgesellschaft hat am 3. Mai 1945 begonnen.

HR. A. X/1871. — 5. August 1947. Firma: „Elektroda“, Inh. Darmstadt & Köhl in Worms. Persönlich haftende Gesellschafter: 1. Heinrich Darmstadt, Kaufmann, 2. Hans Köhl, Elektromeister, beide in Worms. Die offene Handelsgesellschaft hat am 1. Juli 1947 begonnen. Dem Elektrotechniker Karl Rost in Worms, ist Prokura in der Weise erteilt, daß er berechtigt ist, die Firma zusammen mit einem Gesellschafter zu zeichnen und zu vertreten.

HR. A. X/1872 — 21. August 1947. Firma: Leo Reichenberg, Felle- und Rauchwarengroßhandlung in Worms. Geschäftsinhaber ist der Kaufmann

Julius Leo Reichenberg in Hamburg. Dem Kaufmann Johannes Kuhne in Worms ist Einzelprokura erteilt.

HR. A. X/1873. — 21. August 1947. Firma: „Austropella“-Pelzleder-Bekleidungswerk Julius Leo Reichenberg in Worms. Geschäftsinhaber ist der Kaufmann Julius Leo Reichenberg in Hamburg.

HR. A. X/1874. — 25. August 1947. Firma: Hans Bog, Weinkommissionsgeschäft in Niederflörsheim. Geschäftsinhaber ist der Weinkommissionär Hans Bog in Niederflörsheim.

Veränderungen:

HR. A. VI/1219. — 12. Juni 1947. Firma: Nibelungenmühle Carl Auer, Kommanditgesellschaft in Worms. Der Eintrag vom 14. 5. 47 über das Ausscheiden der persönlich haftenden Gesellschafter Dr. Carl Auer und Dr. Carl Breuer und ihr Eintreten als Kommanditisten wird von Amtswegen gelöscht, da der Wirtschaftstreuhänder Herbold mit Wirkung vom 7. 12. 1945 zum Treuhänder der Firma bestellt worden ist und Änderungen bezgl. der Rechtsverhältnisse von diesem Tage an nicht mehr vorgenommen werden können. Dr. Carl Auer und Dr. Carl Breuer sind sonach wieder persönlich haftende Gesellschafter.

HR. A. VI/1208. — 3. Juli 1947. Firma: Hippler & Werner in Worms. Der persönlich haftende Gesellschafter Josef Hippler ist ausgeschieden. Der Kaufmann Hans Ritter in Worms-Pfiffilgheim ist mit Wirkung vom 1. Januar 1945 als persönlich haftender Gesellschafter in die Gesellschaft eingetreten. Die Firma wird unverändert fortgeführt.

HR. A. VII/1553. — 23. Juli 1947. Firma: Gebr. Kaldschmidt in Worms. Schreinermeister August Kaldschmidt ist aus der Gesellschaft ausgeschieden. Schreinermeister Hans Kaldschmidt ist mit Wirkung vom 17. April 1947 als persönlich haftender Gesellschafter eingetreten. Die Firma wird unverändert fortgeführt.

HR. A. VII/1403. — 22. Juli 1947. Firma: Carl Schüller Nachfolger Worms. Die dem kfm. Angestellten Philipp Fink in Worms-Herrnsheim erteilte Einzelprokura ist erloschen.

HR. A. VII/1372. — 23. Juli 1947. Firma: August & Philipp Schüller in Worms. Die Firma hat in Lichtenberg 1. Odw. eine Zweigniederlassung unter der Bezeichnung: August & Philipp Schüller, Stammhaus Worms, errichtet. Die Prokura des Kaufmanns Heinz Schüller erstreckt sich auch auf die Zweigniederlassung.

HR. A. VI/1231. — 23. Juli 1947. Firma: Wilhelm Mahler in Herrnsheim: Die Firma ist mit Wirkung vom 12. November 1945 mit sämtlichen Aktiven und Passiven auf die Witwe Maria Margarethe Eleonore Mahler geborene Goppelsröder in Worms übergegangen und wird unter unveränderter Firma fortgeführt. Die Prokura des Kaufmanns Ernst Hoppe in Worms ist erloschen. Dem Kaufmann Kilian Friedrich Wilhelm Mahler in Worms ist Einzelprokura erteilt.

HR. A. VI/1201. — 23. Juli 1947. Firma: Heinrich Döb in Worms. Den Kaufleuten Hermann Carius und Josef Müller, beide in Bensheim a. d. B., ist Gesamtprokura in der Weise erteilt, daß jeder berechtigt ist, die Firma in Gemeinschaft mit einem anderen Prokuristen zu vertreten und zu zeichnen.

HR. A. VII/1510. — 24. Juli 1947. Firma: Leonhard Betz in Worms. Geschäft und Firma sind mit Wirkung vom 11. Februar 1947 mit sämtlichen Aktiven und Passiven auf die Witwe Karl Betz, Charlotte Anna geborene Vatter, übergegangen. Die Firma wird unverändert fortgeführt.

HR. A. IX/1850. — 7. August 1947. Firma: Jakob Hofmann, Großhandel mit Metzgereibedarfsartikeln in Worms. Die Firma hat ihren Sitz von Worms nach Mannheim verlegt.

HR. A. VI/1352. — 30. August 1947. Firma: J. Adolf Schach in Worms-Hochheim. Die Firma ist infolge Erbgangs auf Johann Adolf Schach Witwe, Luise Friederike geborene Hildebrand in Worms-Hochheim übergegangen und wird unter unveränderter Firma fortgeführt.

HR. A. VI/1287. — 30. August 1947. Firma. Th. Mall in Worms. Zuzufolge Erbgangs ist das Handelsgeschäft auf Fritz Mall Witwe, Elisabeth geborene Beckerle in Worms übergegangen und wird unter der geänderten Firma — Fritz Mall — weitergeführt. Fräulein Helga Elisabeth Mall in Worms ist Prokura erteilt.

HR. A. VI/1240. — 9. September 1947. Firma: Meyer & Keller in Worms. Die Prokura des Dipl. Volkswirts Fritz Eberhard in Worms ist erloschen.

HR. A. VI/1241. — 9. September 1947. Firma: „Pharmifa“, Fabrik pharmazeutischer Präparate, Löhr und Keller in Worms. Die Prokura des Dr. Hermann Julius Keller, Apotheker in Worms, ist erloschen. 10. September 1947: Die Firma hat in Bürstadt eine Zweigniederlassung errichtet.

HR. A. VII/1441. — 9. September 1947. Firma: W. Schmalz in Worms. Den kaufm. Angestellten, 1. Gretel Konrad geb. Hasel in Worms-Herrnsheim, 2. Alfred Ludwig in Worms ist Gesamtprokura erteilt. Sie können die Firma nur in Gemeinschaft zeichnen und vertreten.

Neueintragung

Handelsregister B:

HR. B. II/37 „Osth.“. — 22. Mai 1947 und 21. Juni 1947. Firma: Begro-Bedarfsartikel-Großhandel GmbH. in Osthofen. Gegenstand des Unternehmens ist der Großhandel mit nicht zwangsbewirtschafteten Gegenständen des täglichen Gebrauchs und der Großhandel mit Haus- und Küchengeräten. Das Stammkapital beträgt 20 000 RM. Geschäftsführer sind: 1. Hans Helmut Fischer, Kaufmann; 2. Irma Else Hildegard Zimmermann geb. Marx, beide in Osthofen wohnhaft. Die Gesellschaft wird durch beide Geschäftsführer gemeinschaftlich vertreten. Der Gesellschaftsvertrag wurde am 31. Juli 1946 errichtet.

Veränderungen:

HR. B. VII/341. — 30. Mai 1947. Firma: Seelig & Diller, Aktiengesellschaft, Zweigniederlassung in Worms-Horchheim. Die Gesamtprokuren von Karl Wittmann, Otto Betz und Franz Gaiser in Heilbronn sind erloschen. Richard Wizemann ist zum alleinigen Vorstandsmitglied bestellt. Die Direktoren August Dübötzy und Eduard E. Wilhelm sind aus dem Vorstand ausgeschieden.

HR. B. VI/284. — 1. August 1947. Firma: Westdeutsche Kaufhof A.-G., Sitz Köln, Zweigniederlassung Worms. Ernst Gerdom, Kaufmann in Köln, ist zum Vorstandsmitglied bestellt. Dr. Paul Friedrich in Köln ist Prokura in der Weise erteilt, daß er berechtigt ist, die Gesellschaft in Gemeinschaft mit einem Vorstandsmitglied zu vertreten. (2130)

Bekanntmachung

HR. B. 29: Im hiesigen Handelsregister Abschnitt B unter Nr. 29 wurde heute die Firma Robert Birkenbeul G. m. b. H., mit dem Sitz in Hamm (Sieg) eingetragen. Gegenstand des Unternehmens ist der Bau von Elektromaschinen und -apparaten, sowie die Herstellung von Werkstoffen für diese Fabrikation. Das Stammkapital beträgt 45 000 RM. Geschäftsführer ist Baumeister Robert Birkenbeul in Hamm (Sieg). Gesellschaftsvertrag vom 20. Juni 1947. Der Geschäftsführer Robert Birkenbeul ist für sich allein zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt.

Altenkirchen, den 3. September 1947. (2053)

Amtsgericht.

Bad. Amtsgericht II Baden-Baden

Neueintragung:

(...) ohne Gewähr.

Handelsregister Abteilung B, Band 4 Nr. 62: Firma Kaufhaus Huck, Gesellschaft mit beschr. Haftung, Sitz: Baden-Baden. Gegenstand des Unternehmens: Fortführung des von dem Gesellschafter Friedrich Huck betriebenen, seit 1878 bestehenden Einzelhandelsgeschäft mit Waren aller Arten. Stammkapital: 20 000 RM. Geschäftsführer: Friedrich Huck, Kaufmann in Baden-Baden, Alfred Huck, Kaufmann in Stuttgart.

Rechtsverhältnisse: Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist am 14. Juni 1947 errichtet. Die Gesellschaft führt die übernommene Firma Jos. Huck fort. Das Gesellschaftsverhältnis wird zunächst auf die Dauer von zehn Jahren festgelegt. Sechs Monate vor Ablauf dieser Frist entscheidet die Gesellschafterversammlung über Fortführung oder Auflösung der Gesellschaft. Der Geschäftsführer Friedrich Huck vertritt die Gesellschaft grundsätzlich allein. Der Geschäftsführer Alfred Huck vertritt die Gesellschaft in Verbindung mit dem Geschäftsführer Friedrich Huck oder einem Prokuristen. Geschäftsräume: Baden-Baden, Langestraße 12. (2068)

Den 10. September 1947.

Bekanntmachung

In unser Handelsregister A ist bei der unter Nr. 281 eingetragenen Firma: Rudolf Heinrich, Rheinbreitenbach, heute folgendes eingetragen worden: Die Niederlassung ist nach Honnef am Rhein verlegt. (2103)

Linz a. Rh., den 7. August 1947.

Amtsgericht.

In unser Handelsregister ist heute unter Nr. B 104 eingetragen worden: Eisenhandlung Capito, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Niederfischbach. Zweck der Gesellschaft ist der Handel mit Eisen und anderen Metallen, sowie mit Erzeugnissen daraus und die Beteiligung an Unternehmen, an denen die Gesellschaft wegen dieser Zwecke ein Interesse hat. Das Stammkapital beträgt: 20 000 RM. Geschäftsführer sind: Dr. Fritz Schleifenbaum, Siegen, u. Ernst Schlieffenbaum, Siegen. Der Gesellschaftsvertrag ist vom 31. 12. 1929 und vom 23. 1. 1930 festgestellt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so ist jeder Geschäftsführer gemeinsam mit einem anderen Geschäftsführer oder in Gemeinschaft mit einem Prokuristen zur Vertretung der Gesellschaft ermächtigt. Durch Beschluß der Geschäftsversammlung vom 24. 1. 1946 ist der Sitz der Gesellschaft von Weidenau nach Niederfischbach verlegt. (2119)

Kirchen (Siegl), den 12. September 1947.

Das Amtsgericht.

Bad. Amtsgericht Lahr

Handelsregister / Veränderung

Abt. A Nr. 75. Firma Julius Kunz (Apotheke) in Ichenheim: Der Geschäftsbetrieb fällt mit seinem Vermögen unter das Gesetz Nr. 52, Albert Fleig, Apotheker in Offenburg (Hauptstraße 17), ist zum Verwalter bestellt. Die Vertretungsbefugnis des Geschäftsinhabers Julius Kunz ruht. (2123)

Den 18. September 1947.

Bad. Amtsgericht

Handelsregister / Veränderungen

HR. B. IV/44. Firma Vis-Werk, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, für chemische und technische Fertigung in Durmersheim. Dem Chemiker Walter Rothe in Durmersheim ist Prokura erteilt. Er vertritt die Gesellschaft zusammen mit einem Geschäftsführer oder mit einem anderen Prokuristen. Karl Ferdinand Otto Müller, Kaufmann in Durmersheim, ist nicht mehr Geschäftsführer. (2124)

Rastatt, den 9. September 1947.

Bad. Amtsgericht Waldshut

Handelsregister / Veränderungen

HR. A. Bd. III OZ. 49. Dietsche u. Seidel in Waldshut: Kommanditgesellschaft. Der bisherige Geschäftsinhaber ist gestorben. Persönlich haftender Gesellschafter der von den Erben gegründeten Kommanditgesellschaft ist Dr. Wilh. Merkle, Dipl.-Chemiker in Waldshut, Kaiserstr. 25. Eine Kommanditistin ist vorhanden. Die Gesellschaft hat am 10. Juli 1946 begonnen. (2124)

Den 6. September 1947.

HR. Abt. B Bd. II OZ. 5. Geßner u. Co., Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Waldshut: Oscar Zürrer, Kaufmann in Koblenz/Schweiz ist zum stellvertretenden Geschäftsführer mit Kollektivvertretung, Franz Hunziker, Kaufmann in Koblenz/Schweiz zum Prokuristen ebenfalls mit Kollektivvertretung bestellt. Die Prokura des Kaufmanns Oscar Zürrer ist erloschen. (2136)

Den 15. September 1947.

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintragung

Neueintragung vom 23. Mai 1947

Für die Angaben in () ohne Gewähr

A 332. Krug u. Co., Holzwarenfabrik. Sitz in Deißlingen a. N. Gesellschafter: Michael Krug, Schreinereitechniker in Schwenningen a. N., Karl Krug, Mechanikermeister in Schwenningen a. N., Otto Demmer, Kaufmann in Schwenningen a. N. Rechtsverhältnisse: Offene Handelsgesellschaft. Begonnen am 2. Januar 1946. Die Vertretung der Gesellschaft erfolgt durch einen der beiden Gesellschafter Krug zusammen mit dem Gesellschafter Demmer. (Geschäftszweig: Fabrikmäßige Herstellung von Kleinmöbeln, Uhrkästen, Haushaltsgegenständen und ähnlicher Holzwaren aller Art). (2157)

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintragung

Neueintragung vom 27. Mai 1947

Für die Angaben in () ohne Gewähr

A. 333. Schwarzwälder Heimindustrie Locherhof, Rapp u. Flaig. Sitz in Locherhof. Gesellschafter: Friedrich Rapp, Locherhof, und Selma Flaig geb. Wollstädter, Locherhof. Rechtsverhältnisse: Offene Handelsgesellschaft, begonnen am 1. April 1947. (Geschäftszweig: Herstellung und Vertrieb von Gebrauchsgegenständen aller Art aus Holz. Lage der Geschäftsräume: Locherhof, Teufenstraße 31). (2158)

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Handelsregister / Neueintragung

Für die Angaben in () keine Gewähr.

Abt. A. 1280. Knetsch u. Schweizer, Kirchzarten (Lebensmittel- und Milchhandlung, Bahnhofstraße 4). Offene Handelsgesellschaft seit dem 1. Januar 1947. Gesellschafter sind: Felix Knetsch, Milchfachmann und Kaufmann, Kirchzarten, Frl. Josefine Schweizer, Milch- und Lebensmittelhändlerin, Kirchzarten. (2111)

Am 17. September 1947.

Bad. Amtsgericht Freiburg i. Br.

Handelsregister / Veränderung

Für die Angaben in () keine Gewähr.

Abt. A. 894. Karl Kopp Verlag, Freiburg i. Br. (Verlag von Zeitschriften und Büchern, Tivolistraße 19). Geschäftsinhaberin ist jetzt: Frau Rosa Kopp Witwe geb. Axmann, Freiburg i. Br. (2112)

Am 17. September 1947.

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintragung

Neueintragung vom 9. Juli 1947

Die Angaben in () ohne Gewähr

A. 334. Walter Zipse in Schwenningen a. N. Geschäftsinhaber ist Walter Zipse, Kaufmann in Schwenningen a. N. (Geschäftszweig: Großhandel mit Uhrenfournituren und Uhrmacherbedarfartikeln. Lage der Geschäftsräume: Muslen 31). (2098)

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintragung

Veränderung vom 10. Juli 1947

A. 87. Wilhelm Letters in Rottweil a. N. Die Einzelprokura des Kaufmanns Emil Nagel in Rottweil ist erloschen. (2097)

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintragung

Veränderung vom 14. Juli 1947

A. 166. Ludwig Schaible KG., Triebfabrik Schwenningen a. N. mit dem Sitz in Schwenningen a. N.: Der persönlich haftende Gesellschafter Ludwig Schaible sen. ist durch Tod ausgeschieden. Willy Schaible, Fabrikant in Schwenningen a. N. ist durch Ausscheidung als Kommanditist als persönlich haftender Gesellschafter eingetreten. Die Kommanditeinlage der Kommanditistin Maria Mak geb. Schaible ist auf 25 000 RM erhöht. Die Gesamtprokuren des Willy Schaible und des Robert Mak sind erloschen. (2098)

Bad. Amtsgericht Kehl

Handelsregister / Neueintragung

HR. A. IV, 189. Firma Wenger u. Lauppe, Kinderwagenfabrik in Lichtenau, Kreis Kehl. Offene Handelsgesellschaft. Die Gesellschafter sind: Ludwig Lauppe, Fabrikant in Lichtenau und Heinrich Wenger, Fabrikant in Drusenheim im Elsaß. Die Gesellschaft hat am 1. Mai 1947 begonnen. (2100)

Renchen, den 17. September 1947.

Im hiesigen Handelsregister A. Nr. 207 ist bei der Firma Gottlob Bernhard u. Cie., Baustoffe in St. Goar, offene Handelsgesellschaft, heute folgendes eingetragen worden: Der Gesellschafter Architekt Gottlob Bernhard ist durch Tod aus der Gesellschaft ausgeschieden. Die Firma wird von der alleinigen Erbin und Mitgesellschafterin Witwe Gottlob Bernhard Martha geb. Storck unter der bisherigen Bezeichnung fortgeführt. Die offene Handelsgesellschaft ist aufgelöst. Das Geschäft ist mit dem Rechte der Fortführung der bisherigen Firma dem Sohne, Diplom-Ingenieur und Architekt Hermann Bernhard, Bacharach, am 1. Juli 1947 übertragen. Der Erwerber führt das Geschäft unter der bisherigen Firma unter Ausschluß der Haftung des Erwerbers für die im Betriebe des Geschäfts begründeten Verbindlichkeiten des früheren Inhabers sowie des Uebergangs der im Betriebe begründeten Forderungen auf den Erwerber fort. (2100)

St. Goar, den 15. September 1947.

(2060)

Amtsgericht.

Amtsgericht Rottweil a. N.

Handelsregistereintragung

Neueintragung vom 10. Juni 1947

Die Angaben in () ohne Gewähr

B. 36. Dr. Otto Schmid u. Co., GmbH., mit dem Sitz in Rottweil a. N. Gegenstand des Unternehmens ist die Herstellung chemisch-technischer und pharmazeutischer Präparate und Kleiderärberei. Stammkapital 20 000 RM. Alleiniger Geschäftsführer ist Dr. Otto Schmid, Chemiker in Rottweil a. N. Einzelprokuristen sind: 1. Frau Ilse Schmid geb. Cubasch, Chemikersehefrau in Rottweil a. N.; 2. Franz Bihl, Laborant in Herrenzimmern. Rechtsverhältnisse: Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Gesellschaftsvertrag vom 31. März 1947. Die Gesellschaft hat einen Geschäftsführer. Von dem Einbringen des Gesellschafters Dr. Otto Schmid von 16 850.— RM werden auf den Stammanteil dieses Gesellschafters der Betrag von 4100.— RM, der Gesellschafterin Frau Ilse Schmid geb. Cubasch 5000.— RM, der Gesellschafterin Frl. Eugenie Schmid 5000.— RM und des Gesellschafters Franz Bihl 2750.— RM angerechnet. (Lage der Geschäftsräume: Ruhe Christi Straße 7). (2061)

Amtsgericht Ravensburg

Handelsregistereintragungen

Die Angaben in () ohne Gewähr

Veränderungen:

A. 15. Am 24. Juli 1947: Bei der Firma Josef Bär, Maschinenfabrik in Weingarten: Heinz Bär, Techniker in Weingarten, ist in das Geschäft als persönlich haftender Gesellschafter aufgenommen. — A. 362. Am 28. Juli 1947: bei der Firma Friedrich Erbe, Ravensburg, Großhandel mit orthopädischen Bedarfsartikeln in Ravensburg: Kommanditgesellschaft seit 1. Juli 1947. Der bisherige Geschäftsinhaber Friedr. Erbe, Kaufmann in Ravensburg, ist persönlich haftender Gesellschafter. Zwei Kommanditisten sind beteiligt. Die Firma lautet nunmehr: Friedrich Erbe KG. (Herstellung und Großhandel orthopädischer Bedarfsartikel, Schussenstr. 1). Der Uebergang der im Betrieb des bisherigen Geschäftsinhabers begründeten Forderungen und Verbindlichkeiten auf die Gesellschaft ist ausgeschlossen. — A. 74. Am 27. August 1947: Bei der Firma Joh. Schilling in Niederbiegen: Einzelprokuristen: Adolf Schilling, Sägewerksbesitzer in Schwendi und Theresia Schilling, Sägewerksbesitzersehefrau in Niederbiegen. — A. 157. Am 9. September 1947: Bei der Firma Karl Nachbaur in Ravensburg: Die Prokura des Franz Dobry ist erloschen. — Neu B. 31. Am 1. September 1947: Die Firma Dentalversand Oberschwaben, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Sitz in Ravensburg (Kirchstraße 9). Gegenstand des Unternehmens: Handel mit zahnärztlichen und zahn-technischen Bedarfsartikeln. Stammkapital: 20 000.— RM. Ge-

schäftsführer Frau Hanne Rund geb. van Gorkom, Kaufmanns-Gesellschaft in Stol-gau, Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist am 1. Juni 1945 abgeschlossen. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so ist jeder von ihnen allein zur Vertretung der Gesellschaft befugt.

Veränderung

B. 8. Am 1. Sept. 1947: Bei der Firma Maschinensfabrik Weingarten AG. in Weingarten. Der bisherige Prokurist Karl Glaser, Kaufmann in Ravensburg, wurde zum ordentlichen Vorstandsmitglied bestellt, seine Prokura ist erloschen. (2087)

Amtsgericht Rastatt
Zweiggericht Gernsbach

Handelsregister

HR. A. Band II OZ. 34. Firma C. Birnbräuer Witwe u. Co., offene Handelsgesellschaft in Gernsbach. Die bisherigen Gesellschafter, Frau Carl Birnbräuer Witwe Stefanie geb. Böhner und Apotheker Karl Egon Späth sind durch Tod ausgeschieden. Die Firma ist mit Aktiven und Passiven auf Rolf Günter Späth, Kaufmann in Forbach, übergegangen. (2093)

Gernsbach, den 16. September 1947.

Oeffentliche Sammelbekanntmachung

Neueintragungen

HR. A. 908. Am 21. August 1947: Firma Matth. Luy, Baumaterialien und als deren Alleininhaber der Kaufmann Matth. Luy in Riveris bei Waldrach.

HR. A. 909. Am 25. August 1947: Firma Marschall u. Heinrichs, offene Handelsgesellschaft, Trier, offene Handelsgesellschaft seit dem 1. März 1946. Gesellschafter sind: Martin Marschall und Peter Heinrich, beide Kaufleute in Trier.

HR. A. 802 und HR. A. 910. Am 25. 8. 1947: Die frühere Firma A. U. G. Reidenbach in Trier ist erloschen. Am 25. 8. 1947 wurde neu eingetragen die Firma: Adolf Reidenbach, Landesprodukte o. HG. Trier. Gesellschafter sind: Der Kaufmann Adolf Reidenbach und seine Ehefrau Johanna gen. Henny Reidenbach geb. Horsch, beide in Trier. Die Gesellschaft hat am 1. April 1946 begonnen.

HR. A. 911. Am 3. 9. 1947: Firma Uebersetzungsbüro Central Ilse Ewerz, Trier, und als deren Alleininhaberin Ilse Ewerz in Trier.

Veränderungen

HR. A. 167. Am 16. 8. 1947: Bei der Firma Peter Bermel o. HG. Trier, offene Handelsgesellschaft seit dem 1. Januar 1945. Frau Margot Maubach ist als Gesellschafterin in das Geschäft eingetreten. Der Ehefrau Peter Bermel, Margarethe geb. Bodder in Trier, ist Prokura erteilt.

HR. A. 242. Am 18. 8. 1947: Bei der Firma Wilhelm Kaurisch in Trier, Alleininhaber Karl-Helz Kaurisch, kaufm. Lehrling in Trier. Die Prokura der Ehefrau Josef Kaurisch, Charlotte geb. Barsties in Trier, ist erloschen.

HR. A. 246. Am 25. 8. 1947: Bei der Firma Eugen Collet in Trier. Die Firma ist geändert in Eugen Collet, Inh. Paul Collet. Durch Erbgang und Geschäftsübertragung ist das Geschäft auf den Kaufmann Paul Collet in Trier als Alleininhaber übergegangen.

HR. A. 407. Am 7. 8. 1947: Bei der Firma Kurfürst Baldula Apotheke, Erich Esch in Trier. Alleininhaberin ist jetzt die Witwe Erich Esch, Gisela geb. Kibling in Trier.

HR. A. 452. Am 18. 8. 1947: Bei der Firma Zum Farbkasten Inh. Georg Schmelzer in Trier. Die Firma ist geändert in Zum Farbkasten Inh. Georg Schmelzer und Söhne o. HG., offene Handelsgesellschaft seit dem 1. Januar 1947. Gesellschafter sind: 1. Georg Schmelzer, Malermeister, 2. Josef Schmelzer, Malermeister, 3. Felix Schmelzer, Kaufmann, 4. Konrad Schmelzer, Kaufmann, 5. Martin Schmelzer, Malermeister, alle in Trier.

HR. A. 593. Am 21. 8. 1947: Bei der Firma Porta Adolf Hägin, Trier. Die Firma ist geändert in Hägin u. Co. KG. Kommanditgesellschaft seit dem 1. Juli 1945. Persönlich haftende Gesellschafter sind: 1. Kaufmann Adolf Hägin, 2. Ehefrau Adolf Hägin, Louise geb. Petto, beide in Trier. Es ist ein Kommanditist vorhanden. Der Ehefrau Bernhard Hein Dorothea geb. Ritterath in Trier ist Einzelprokura erteilt.

HR. B. 22. Am 21. 8. 1947: Bei der Firma Laeis-Werke AG. Trier. Dem Angestellten Fritz Hausmann in Trier ist Prokura erteilt. Die Prokura des Wilhelm Mittendorf in Trier ist erloschen.

Trier, den 12. September 1947. (2161)

Das Amtsgericht.

Bad. Amtsgericht Offenburg

Handelsregister / Neueintragung
Die Angaben in () ohne Gewähr

In das Handelsregister B. Nr. 3 wurde heute unter OZ. 25 neu eingetragen: Georg Drinneberg, GmbH., in Offenburg. (Wilhelmstraße 9). Gegenstand des Unternehmens ist: Fortführung der bereits 70 Jahre bestehenden Firma Georg Drinneberg, Kartonagefabrik, deren Inhaber zuletzt Hans Fuhrmann war. Die Herstellung von Kartonagen jeder Art einschließlich mit zusammenhängenden Aufdruckarbeiten. Stammkapital: 100 000 RM. Geschäftsführer: Alfred Drinneberg, Kaufmann, stellvertretender Geschäftsführer: Frau Anna Willin Fuhrmann geb. Schnaiter, beide in Offenburg. Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Gesellschaftsvertrag ist am 24. Mai 1947 abgeschlossen worden. Es können ein oder mehrere Geschäftsführer bestellt werden. Werden mehrere Geschäftsführer bestellt, so sind zur Zeichnung der Firma zwei Unterschriften nötig. Vorläufig wird nur ein Geschäftsführer berufen. Bei der Bestellung nur eines Geschäftsführers ist auch dessen Stellvertreter allein zur Zeichnung berechtigt. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet. Nach Ablauf von 5 Jahren kann die Auflösung beantragt werden. Der Antrag muß von mindestens drei Gesellschaftern, die über 75 Prozent des Stammkapitals verfügen, gestellt werden. Wird kein Auflösungsantrag gestellt, dann läuft die Gesellschaft automatisch auf weitere drei Jahre. Das Vorgesagte gilt auch für die Nachfolgezeit, also jeweils nach Ablauf von drei Jahren. Als nicht eingetragen wird bekannt gemacht: Durch die von der Firma Georg Drinneberg, Kartonagefabrik, übernommenen Vermögenswerte in Höhe von 104 973,90 RM und die übernommenen Verpflichtungen in Höhe von 59 819,92 RM wurden 45 153,98 RM durch Sachwerte auf den Stammanteil des bisherigen stillen Gesellschafters Frau Anny Willin Fuhrmann und 10 000 RM als Sachwert auf den Stammanteil des Gesellschafters Hans Fuhrmann geleistet.

Den 11. September 1947.

Löschung

Abt. A III Nr. 19. Firma Georg Drinneberg, Kartonagefabrik, Offenburg: Das Geschäft und die Firma sind auf die neugegründete Georg Drinneberg Gesellschaft mit beschränkter Haftung in Offenburg übergegangen. Die Firma ist erloschen. (2146)

Den 11. September 1947.

Veröffentlichungen v. Handelsgesellschaften — Bilanzen

Die Aktionäre unserer Gesellschaft werden zu der am Mittwoch, den 5. November 1947, vormittags 11 Uhr, in den Geschäftsräumen der Gesellschaft in Rhens am Rhein stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung eingeladen.

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses 1946 durch den Vorstand mit seinem Vorschlag auf Verwendung des Jahresergebnisses und mit dem Bericht des Aufsichtsrates.
2. Beschlußfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses 1946.
3. Entlastung des Vorstandes und Aufsichtsrates.
4. Aufsichtsratswahl.
5. Wahl des Abschlußprüfers für das Geschäftsjahr 1947.

Zur Teilnahme an der Hauptversammlung sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die ihre Aktien spätestens drei Werktage vor dem Versammlungstage bei der Gesellschaftskasse in Rhens, bei der Deutschen Bank Filiale Koblenz in Koblenz a. Rh., bei der Deutschen Bank Filiale Frankfurt a. M. in Frankfurt a. M. bei einer Wertpapiersammelbank oder bei einem deutschen Notar bis zur Beendigung der Hauptversammlung hinterlegen. Die Hinterlegung ist auch dann ordnungsgemäß erfolgt, wenn die Aktien mit Zustimmung einer Hinterlegungsstelle für diese bei einem anderen Kreditinstitut bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt werden. (2094)

Rhens am Rhein, den 16. September 1947.

Rhenser Mineralbrunnen
Fritz Meyer u. Co. AG.
gez.: Unterschriften.

Gabriel Hérose A.-G., Konstanz

Prüfungsvermerk zur Bilanz per 31. 12. 1945

Nach dem abschließenden Ergebnis unserer pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft sowie der uns vom Vorstand erteilten Aufklärungen und Nachweise entsprechen die Buchführung, der Jahresabschluß und der Geschäftsbericht, soweit er den Jahresabschluß erläutert, den gesetzlichen Vorschriften. (1907)

Freiburg, im Mai 1947.

Wirtschaftsprüfer A. Kerkermaier
Wirtschaftsprüfer Dr. jur. K. Hecht.

Nach erfolgter Neuwahl setzt sich unser Aufsichtsrat wie folgt zusammen:

Fabrikant Fritz Eisenlohr, Reutlingen, Vorsitzender
Fabrikant Robert Leuze, Owen/Teck, stellv. Vorsitzender
Fabrikant Josef H. Dedl, Murg
Fabrikant Imanuel Merian, Basel
Bankdirektor a. D. Hans Beetz, Wendlingen.

Augebot

Die Aktien unserer Gesellschaft Nr. 4910, 4911, 4912, 4913, 4914, 4915 und 4916 über je RM. 1000,— nebst den dazu gehörenden Gewinnanteilscheinebogen mit Gewinnanteilschein Nr. 3 und ff. sowie Erneuerungsscheine sind durch Kriegseinwirkung verloren gegangen. Der Inhaber wird aufgefordert, seine Rechte an diesen Aktien innerhalb 6 Monaten ab heute bei uns zu melden, widrigenfalls diese Aktien ab diesem Zeitpunkt für kraftlos erklärt werden. (2178)

Brennet, den 22. September 1947.

Mech. Buntweberei Brennet.

